

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 161. — 21 septembre 1963

## LA TRIPLE OPÉRATION POLITIQUE DE LA STABILISATION DES PRIX

- 1 Redorer le blason du gaullisme.
- 2 Tenir provisoirement les indices.
- 3 Faire semblant de frapper tout le monde.

(Lire, pages 4 et 5)

### RENTRÉE DES CLASSES

*Paul RUFF*

*répond au bluff de  
Christian FOUCHET*

(Lire page 3.)

Giscard vous montre le geste à faire...



(Agn.)

...pour sortir votre argent, car pour ce qui est des augmentations de salaires, il ne faut pas y compter. Les « Smigards » et, d'une façon plus générale, les petits salariés paieront la casse : la manipulation de l'indice des 179 articles bloquera leurs salaires alors que les prix n'ont cessé de monter ces derniers mois. Devant ce péril, il faut nous unir pour dénoncer la mystification gaulliste.

EN SURVOLANT LE MONDE

**D**ECIDEMENT, cette affaire sud-vietnamienne tient la première page des journaux plus longtemps que prévu. Le président Diem, que tout le monde s'attendait à voir partir, est toujours là ; une fois de plus, il résiste ; le bombardement de son palais, cinq ou six complots militaires n'ont pu le chasser du pouvoir. La révolte des bonzes, les sacrifices, le « lâchage » des Américains semblaient pourtant, cette fois, sonner le glas pour la famille

# DIEM, une fois de plus

régnante des N'Go. Point du tout ! La révolte des bonzes est déjà oubliée ; les Américains sont de moins en moins énergiques en politique étrangère, ils hésitent, tergiversent. Certains trouvent que le gros président a encore de l'avenir ; d'autres, au contraire, prêtent une oreille attentive aux professions de foi et aux protestations de fidélité de remplaçants éventuels qui essaient de se placer. On parle de régime démocratique, de « situation lao-

tienne », de retour aux libertés, d'accord avec le Vietcong. Le président Kennedy a, semble-t-il, faute de solution, « gelé » la politique sud-vietnamienne. On a l'impression, ces jours-ci, d'être devant un écran de cinéma dont l'image serait immobile. Les hésitations de la Maison Blanche ser-vent, bien sûr, le toujours prési-dent Diem ; il a, cette semaine, repris le dessus, créé un comité de bonzes fidèles au régime, évité la cassure de l'armée en faisant

contester par les chefs militaires eux-mêmes la version que les Américains avaient accréditée : l'armée n'était pour rien dans l'attaque des pagodes. Un coup d'Etat militaire, qui aurait eu la bénédiction de la Maison Blanche, est donc pour l'instant à exclure ; les troubles populaires que l'on espérait ne se sont pas produits, mis à part quelques manifestations étu-diantes sans grande envergure. Il est vrai que l'armée quadrille im-pitoyablement et qu'à Saigon les mitrailleuses sont en batterie au coin des rues.

« Wait and see... » Si la poli-tique américaine en est réduite à cela, le général de Gaulle, au contraire, en a profité pour pro-poser une solution qui, bien qu'at-taquée par un certain nombre de personnes, n'en est pas moins une tentative intéressante pour « en sortir ». Le moment et le ton choi-sis ont fait croire à certains que le président de la République sou-tenait Diem contre les Américains. Cela ne semble pas exact, la preuve en est que les personnalités viet-namiennes en exil en France ont approuvé chaleureusement la posi-tion française. Désengagements, réunification, appui aux thèses neutralistes, ces mots sonnent bien aux oreilles des pays du Tiers Monde. Les positions françaises, sans être révolutionnaires, n'en sont pas moins beaucoup plus sages et adaptées à la situation que cette politique américaine lourde et embarrassée qui a le don d'exas-pérer même les alliés les plus fi-dèles. Il n'empêche tout de même que ce sont les Américains, grâce à leurs dollars, qui détiennent la clé du problème sud-vietnamien. Face aux propositions françaises, il se pourrait que le président Diem retrouve leur appui tout simple-ment parce qu'il est anticommuniste à tout crin. Bien souvent, la politique du président Kennedy, comme celle de ses prédécesseurs, a placé ce critère avant tous les autres : énorme aide militaire et appui à un régime le plus anti-communiste possible, c'est-à-dire, finalement, le plus réactionnaire possible, continue de caractériser en 1963 la diplomatie des Etats-Unis dans le monde.

Michel Joch.

ALGÉRIE  
15 Juillet - 15 Août

## Stage de formation des moniteurs algériens de Stora

La formule du stage (1), la composition de l'équipe, les méthodes de travail avaient été élaborées au cours de l'année par un groupe de militants et sympathisants P.S.U., sur l'initiative de notre camarade Jacques Ramboz. L'expérience a connu un succès total et il nous est deman-dé tant par les stagiaires eux-mêmes que par les autorités acadé-miques algériennes de la continuer l'an prochain en l'étendant à d'au-tres secteurs.

L'équipe : plusieurs instituteurs connaissant bien le Maghreb, un professeur de l'université de Bergen, un professeur de lycée, un professeur de culture populaire, des étudiants, avait recherché le travail le plus utile pour le peuple algérien que puisse fournir un enseignant pen-dant un court délai.

Comme 80 p. 100 de la population rurale est analphabète, comme deux millions d'enfants n'étaient pas scolarisés à la date de l'indépendance, il était apparu que plus qu'alphabé-tiser soi-même, l'objectif utile, en même temps que réalisable, était de former des moniteurs qui, restant en place, instaureraient à longueur d'an-née.

(1) Hébergé aux « Chantiers de la Paix » comme hôte payant mais entière-ment indépendant de ceux-ci.

Nos stagiaires ont entre 18 et 40 ans. Ils sont une cinquantaine. Ils ont été informés du stage par une circulaire de l'inspecteur primaire de Stora en qui nous avons trouvé une aide de tous les instants. Certains ont un C.E.P. qui date d'avant 1939 et, au hasard de leur vie d'ouvrier, de paysan ou de pêcheur, ils ont oublié la règle de trois et l'accord du parti-cipe. Les uns ont suivi quelques clas-ses du deuxième degré. Tel écrit un français expressif et pur, mais ne sait pas résoudre un problème élémen-taire. Tous ont payé de leur per-sonne pendant la guerre et nos cinq stagiaires filles sont chefs de fa-mille. L'équipe n'est donc ni trop nombreuse, ni trop variée pour assu-rer un enseignement adapté à cha-cun. Elle s'efforce d'adapter son enseignement à ce milieu spécifique d'adultes mûris par l'épreuve. Aux matières de base : français, calcul, ma-thématiques, pédagogie pratique avec classe d'application se sont ajoutés des éléments de culture populaire : diction, critique de films, découpage de lecture. Chaque samedi après-midi, au cours d'une discussion entre maîtres et stagiaires, on fait le point sur le fonctionnement du stage : horaire, travail, adaptation ou non-adaptation de nos leçons, discipline, tout est passé au crible dans un cli-mat de démocratie fraternelle et les

décisions à prendre le sont en com-mun. Un bon nombre de nos sta-giaires seront à même de passer leur examen de moniteur en septembre.

Pour nous, enseignants, c'était une grande joie d'avoir un auditoire ayant une telle soif d'apprendre : « encore de la grammaire », nous demandait un groupe par plus de 30 degrés à l'ombre, « jamais nous n'avions discuté comme aujourd'hui », nous disait-on au cours d'éducation populaire après un débat sur le film *Mourir à Madrid* que nous avions pu voir ensemble.

Il eût été souhaitable que notre stage eût été également un ensei-gnement d'ordre sanitaire et médical élémentaire et nous espérons pou-voir réaliser ce complément dès l'an prochain. Nous reviendrons d'ailleurs sur la question dans un proche article. Mais, dès maintenant, nous faisons appel à nos camarades enseignants, étudiants en médecine, infirmiers en vue de préparer « les équipes 1964 ».

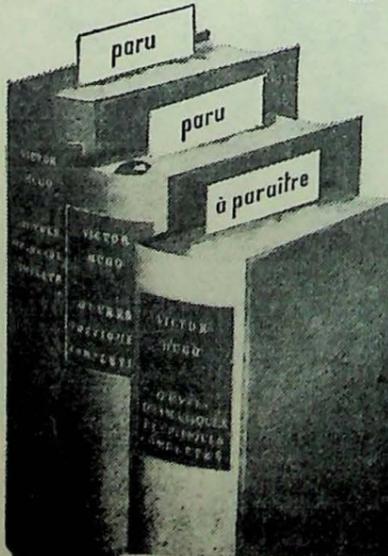
Suzanne Gerbe,  
professeur au lycée Morel,  
à Lyon.

N. B. — Que ceux qui pourront consacrer une partie de leurs vacan-ces à un stage de formation envoient leur nom et leurs compétences à Jac-ques Ramboz, instituteur, à Bezouze (Gard).

TRIBUNE SOCIALISTE

### ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO

offre à ses lecteurs à des conditions exceptionnelles le 3<sup>e</sup> volume des ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO à paraître prochainement.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

**LES ŒUVRES POÉTIQUES**  
Magnifique volume (COMBAT)...  
la Grande Encyclopédie du lyrisme fran-çais (LIBÉRATION)... une extraordi-naire édition (JOURS DE FRANCE)...  
inépuisable recueil (FIGARO)...

**LES ŒUVRES ROMANESQUES**  
Un exploit à la vraie mesure de Victor Hugo (PARISIEN LIBÉRÉ)... une révolution dans l'édition (JOURS DE FRANCE)... c'est monumental (L'INFORMATION)...

Nous sommes heureux d'informer nos lec-teurs que le 3<sup>e</sup> volume de l'édition monu-mentale des ŒUVRES COMPLÈTES DE VICTOR HUGO en 4 volumes va paraître prochainement. Après les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES (tome I), les ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES (tome II), voici le tome III : ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES qui forment un volume de la même importance que les deux premiers (1600 à 1800 pages format 21 x 27, reliure pleine toile, titre or fin, tranche supérieure dorée) compre-nant tout le théâtre de Victor Hugo, non seulement Hernani dont la « première » fut le 14 Juillet de la révolution roman-tique, Ruy Blas, dont les récentes repré-sentations à la Comédie-Française ont rappelé l'éternelle jeunesse, le délicieux Théâtre en liberté et toutes les autres grandes pièces, mais une foule d'œuvres inachevées réunies sous le titre de « Comédies Cassées » : les Jumeaux, les Dieux, les Etudiants, les Mômes, qui seront une révélation pour beaucoup. A ce monu-ment que constitue l'œuvre dramatique de Victor Hugo a été jointe toute son œuvre critique, ses Journaux Intimes et — ce qui est une des originalités de ce nouveau volume — les extraordinaires « Comptes-rendus des Tables Tournantes de Guernesey », illustrés d'une vingtaine de pages de dessins faits par la table tournante.

Nous rappelons que nous pouvons offrir à nos lecteurs les deux premiers volumes parus, actuellement en cours d'épuise-ment : poésies complètes et romans com-plèts, aux conditions exceptionnelles sui-vantes :

- 1<sup>o</sup>) 10 versements mensuels de 13,50 F. pour chaque volume vendu séparément, ou 3 versements mensuels de 42 F., ou 120 F. comptant.
- 2<sup>o</sup>) 10 versements mensuels de 26 F. les deux volumes pris ensemble, ou 3 versements mensuels de 80 F. ou 228 F. comptant.

En ce qui concerne le 3<sup>e</sup> volume : Les ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES COMPLÈTES, volume qui, du fait des hausses considérables subies par l'in-dustrie du livre, sera offert à la mise en vente au minimum à 135 F. comptant et à 150 F. en 10 versements, nous pouvons faire bénéficier nos lecteurs d'un prix de souscription privilégié qui leur permettra

de l'avoir au même prix que les précédents volumes : soit 13,50 F. par mois pendant 10 mois, 42 F. par mois pendant 3 mois ou 120 F. comptant. Il leur suffira, pour bénéficier de ce prix de souscription, de remplir le bon ci-contre (paragraphe 2) et de joindre à leur envoi la somme de 13,50 F. par chèque bancaire ou postal ou mandat. Mais attention ! nous ne pourrions faire bénéficier nos lecteurs de ce prix de souscription que jusqu'à la mise en vente du volume, mise en vente qui doit s'effectuer en principe en Novembre mais peut avoir lieu à une date plus rap-prochée. N'hésitez donc pas à envoyer immédiatement votre souscription à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris VII<sup>e</sup>.

**BON A ADRESSER à la LIBRAIRIE PILOTE (Service Littéraire de TRIBUNE SOCIALISTE) 30 rue de Grenelle, Paris. (Cocher les cases précédant les formules adoptées et biffer les mentions inutiles.)**

1 - Veuillez m'adresser  LES ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES  LES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES  DE VICTOR HUGO que je réglerai en  1  3  10 versements.

2 - Je souscris aux  ŒUVRES DRAMATIQUES ET CRITIQUES DE VICTOR HUGO. Veuillez trouver ci-inclus, libellé

Chèque bancaire  chèque postal compte Librairie Pilote N° 13.905-31 PARIS  mandat de 13,50 F. Co un versement  3 versements de 37,50 F.  9 versements de 13,50 F.

NOM .....

Adresse habituelle (ne pas donner votre adresse de vacances) .....

N° CCP ou bancaire .....

T.S. 9

Signature

# PRÉPARONS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

**A**VEC toutes les ressources publicitaires que l'appareil d'Etat leur offre, M. Pompidou et M. Giscard d'Estaing viennent de lancer leur plan anti-hausse. Mais si le danger est pressant, l'effet des remèdes employés pour le combattre semble plus incertain, puisque nous sommes déjà invités à patienter six mois pour apprécier leur efficacité.

Le scepticisme avec lequel l'opinion publique accueille désormais les initiatives du pouvoir, dans le domaine social et économique notamment, obligeait cette fois-ci à ce que M. Pompidou appelle un « habillage social ». Deux centimes de baisse sur l'essence, cinq centimes sur le paquet de gauloises, quelques dizaines de francs sur les petites cylindrées, l'ajournement de la hausse prévue sur les loyers ou envisagée sur les timbres-poste, l'« habillage social » a été jugé léger par les travailleurs dont le pouvoir d'achat diminue constamment depuis plusieurs mois. Ces petites habiletés ne pèsent pas lourd en face des restrictions du crédit à la consommation et aux entreprises qui risquent d'avoir rapidement des conséquences désastreuses sur l'expansion économique et le niveau de vie des salariés.

Comme à l'habitude, évidemment, les appels à la « paix sociale » et au civisme des travailleurs n'ont pas manqué. Comme à l'habitude aussi, les promesses les plus séduisantes leur ont laissé entrevoir un avenir de stabilité dont ils seraient les bénéficiaires privilégiés.

Le gouvernement espérait-il ainsi tromper l'opinion publique ou, au moins, modérer les revendications des travailleurs ?

Unanimes, les organisations ouvrières ont refusé leur « concours » à ce plan de mystification et dénoncé le bluff anti-hausse ; unanimes, les centrales syndicales appellent à « maintenir la pression pour rétablir le pouvoir d'achat amputé par l'inflation ».

Depuis des mois, en effet, les masses populaires supportent le poids essentiel de la hausse des prix. Ni l'habillage social, ni les promesses illusoire ne dissimulent le but réel du plan gouvernemental : faire supporter à l'ensemble des salariés le prix de la stabilité. En 1958, M. Pinay avait choisi la méthode « rigide », le tandem Pompidou-Giscard adopte aujourd'hui la méthode souple ; ni l'une ni l'autre n'ont fait illusion.

**EN FAIT, LE NOUVEAU PLAN ANTI-HAUSSE NE S'ATTAQUE A AUCUNE DES CAUSES REELLES DE L'INFLATION :**

— Ni aux profits capitalistes, déjà très confortables sous la IV<sup>e</sup> République et qui n'ont cessé d'augmenter depuis 1958 ;

— Ni aux dépenses militaires, dont l'augmentation atteint, cette année, près de 150 milliards d'anciens francs (malgré l'« habillage social » de la réduction du service militaire à 16 mois). La force de frappe, pour sa part, stérilise chaque année plusieurs milliards 1963 ;

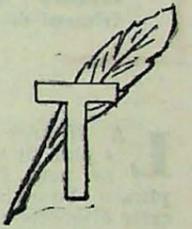
— Ni à la spéculation foncière qui en-

richit les capitalistes et prive les familles des travailleurs de logements décentes.

## ORGANISER LA CONTRE-OFFENSIVE

L'inefficacité du plan de « stabilisation » est ressentie par tous ; l'action unie des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière s'en trouve grandement facilitée. L'augmentation des salaires et du S.M.I.G., la réduction de la durée du travail et le retour à la semaine de quarante heures sans diminution de salaire, la suppression des zones d'abattement, la revalorisation des allocations familiales, la généralisation de la quatrième semaine de congés payés sont des revendications communes à l'ensemble des salariés et de leurs organisations. Préparer les actions revendicatives qui les feront aboutir, tel est le premier objectif.

Mais il faut aussi opposer aux mensonges de la propagande gouvernementale une vaste campagne d'information qui dénonce les véritables causes de l'inflation. Une telle campagne menée par l'ensemble des forces populaires préparera la discussion d'un programme de lutte anticapitaliste dont l'existence est la condition d'une lutte efficace à la fois contre l'inflation et contre le régime qui en est responsable.



## RENTRÉE SCOLAIRE : PAUL RUFF RÉPOND A CHRISTIAN FOUCHET

« ... **N**OUS répétons notre aveu : on ne pourra faire la rentrée 1963 dans le second degré, qu'en portant l'entassement au maximum. Mais si des mesures ne sont pas prises, on ne pourra plus faire de rentrée en 1964... »

C'est dans ces termes que Paul Ruff ouvrit la conférence de presse de la S.E.R.P (1) qui s'est tenue jeudi dernier, pour répondre au bluff monumental de Christian Fouchet. Opposant aux chiffres fantaisistes du ministre des documents plus sérieux, Paul Ruff, secrétaire général des enseignants de la région parisienne (F.E.N.), exposa ce que sera véritablement la rentrée scolaire 1963.

1. — Enseignement du premier degré.

● Maternelles : On annonce la création de 991 classes pour 50.000 élèves, soit moins d'une classe pour 50 élèves. Beaucoup d'enfants ne pourront trouver place dans les maternelles.

● Enseignement élémentaire : On maintient la moyenne antipédagogique de 35 élèves.

● C.E.G. : On annonce la création de 1.594 classes, soit une pour 60 élèves. Pas d'espoir de voir créer une classe de C.E.G. pour moins de 40 élèves.

2. — Dans le second degré.

Il est faux d'affirmer qu'il y aura 4.900 nouveaux professeurs. En réalité ce chiffre ne dépassera pas 3.500.

● Faute de place plus de la moitié (8.900 sur 17.300) des candidats à l'entrée en seconde ont été refusés, bien que 3.000 d'entre eux aient été reçus au B.E.P.C.

« Le mécontentement atteint son comble ».

Paul Ruff a souligné les conséquences catastrophiques qui en résulteraient pour les élèves :

● Les classes de plus de 35 élèves ne permettent pas un enseignement normal. L'élève victime soit d'une maladie, soit d'une période d'inattention,

ne peut plus rattraper le cycle d'études.

● Le pourcentage d'échecs est aggravé ainsi que les problèmes disciplinaires.

● Les élèves entrent là où il y a de la place et non là où ils souhaitent aller ; on oriente vers la « philo » des élèves qui voudraient faire « math élém' » et réciproquement suivant les places disponibles.

Il a déclaré ensuite : « Aujourd'hui, la plupart des instituteurs sont révoltés... La durée du travail dépasse celle de 1930... »

« Aucune aide n'est apportée aux enseignants pour se perfectionner. Ils ne sont jamais consultés. Le dédain des pouvoirs publics est total à leur égard. »

Il a souligné : « On prétend que tout le retard actuel est dû à l'imprévoyance des gouvernements passés. Mais ce qui est fait actuellement ne permet nullement de rattraper le retard qui ne cesse de s'accumuler. »

« On trompe les parents avec les prétendues réformes. La juxtaposition des sections classique et moderne ne facilite pas l'orientation. Cette juxtaposition existe déjà. Elle n'a jamais permis que des passages vers les sections les plus « élevées ». Les parents doivent savoir qu'il est toujours possible de passer d'une section classique

au moderne. Il est et restera pratiquement impossible, à un élève qui a débuté en moderne, de rejoindre en classique. Contrairement à ce qu'on affirme aux parents, il est beaucoup plus difficile à un enfant d'entrer en seconde si, au niveau de la 6<sup>e</sup>, il a été affecté à un C.E.G. »

En conclusion, Paul Ruff déclara que les enseignants n'étaient pas disposés à supporter une telle situation et annonça que « des éclats étaient inévitables ».

Telle est en réalité cette rentrée scolaire que notre ministre osa appeler « une rentrée sans histoire ».

(1) Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne.

Dominique Laury.

**Matériel d'occasion entièrement révisé :**

— 2 machines à écrire à 250 F l'unité.

— 1 gestetner à main à 350 F

— 2 gestetner à main à 280 F

Commandes à passer à

« TRIBUNE SOCIALISTE ».

**Pour venir en aide aux mineurs asturiens**

Adressez vos versements à :  
L. Houdeville, Paris, C.C.F.,  
15.536, 47, rue Hoche, Montreuil-  
sous-Bois (Seine), avec la men-  
tion : POUR LES GREVISTES  
ESPAGNOLS.

# INJUSTE, LE PLAN POMPIDOU

« Nous avons connu cinq années d'expansion sans altération de la monnaie. » Ce n'est pas Edgar Faure ou Laniel, parlant des années 1952 à 1956, qui a prononcé cette phrase. Mais Pompidou, évoquant la période 1959-1963. La comparaison en dit long sur l'impudence des gaullistes. Car ce que d'autres — et pourtant, quels autres ! — auraient pu dire, avec quelque vraisemblance, parlant de leur gestion, ce sont les « inconditionnels » qui l'affirment maintenant, au mépris de la plus élémentaire vérité.

Pas d'altération de la monnaie ? Le tableau ci-dessous apporte la réponse des faits : en cinq ans, la gestion gaulliste a infligé au pays 26 % de hausse des prix ! C'est plus du quart de la monnaie qui a fondu sous le règne de notre généralissime. D'ailleurs, si la hausse n'avait pas été aussi forte, pourquoi tout ce bruit soudain sur le « plan de stabilisation des prix » ?

En fait, nos Excellences ont parfaitement conscience de la réalité. Ils ont même eu tendance, depuis un mois, à s'affoler devant la hausse. Et s'ils embouchent aujourd'hui la trompette anti-inflationniste, après avoir nié la hausse pendant quatre ans et demi (et encore lors des élections) — de Gaulle a bien dû dire deux cents fois que « le franc avait retrouvé sa valeur » (sic) — c'est pour exploiter à leur avantage la peur provoquée. C'est-à-dire contre les familles populaires.

Ce n'est pas à ces menteurs, évidemment, que nous allons demander ce qu'il faut penser de leur plan, mais à nous-mêmes. En nous posant deux questions : ce plan a-t-il des chances d'être efficace ? Au profit et au détriment de qui ?

LA réponse sur l'efficacité du « plan de stabilisation » des prix ne peut être donnée en une phrase. Pour la raison simple que cette étiquette commune recouvre des mesures extrêmement disparates, dont certaines auront une efficacité anti-inflationniste relative, dont d'autres n'auront aucunement cet effet, et dont d'autres, enfin, auront un effet faible ou douteux sur la stabilité des prix.

## Le plan sera-t-il efficace ?

Deux mesures paraissent, au premier abord, susceptibles d'avoir une efficacité économique réelle ; ce qui requiert de notre part une attention particulière :

★ La limitation des salaires du secteur public et, par voie de conséquence, du secteur semi-public. Cette mesure concerne quelque trois millions de salariés et plus de 12 % du revenu national : c'est dire son ampleur ; indirectement, elle intéresse même un plus grand nombre de travailleurs et une fraction plus large du revenu national, puisque l'Etat-patron compte, en « donnant l'exemple », être limité par une partie du patronat privé.

Il est peu discutable, si le plan est effectivement appliqué, que cette limitation (pas plus de 3 % de hausse des salaires publics et semi-publics en 1963, en dehors du « rattrapage », et pas plus de 3 % en 1964) se traduira par un net ralentissement de l'élévation du pouvoir d'achat des salariés de l'Etat (et d'autres, autour d'eux) : élévation à peine sensible cette année et stagnation en 1964 (la hausse des prix, l'an prochain, devant compenser à peu près, selon les experts officiels, la hausse des salaires publics prévue par le plan gouvernemental).

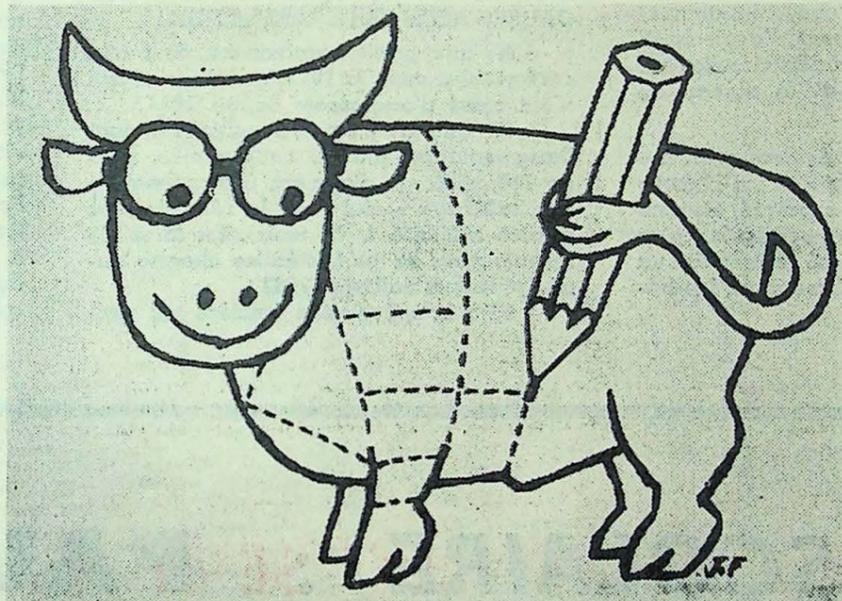
★ Le blocage des prix à la production des produits manufacturés va donner un coup d'arrêt à une hausse régulière depuis des années de nombreux articles industriels ou alimentaires. Au moins jusqu'à ce que des dérogations soient accordées par Giscard d'Estaing aux industries amies, ou que les patrons tournent — comme ils l'ont si souvent fait dans le passé — le blocage des prix (il suffit souvent de changer le nom ou le numéro des articles vendus pour justifier un nouveau barème en hausse). D'ailleurs, Pompidou a déclaré nettement

qu'il s'agissait d'une mesure temporaire, qui serait levée « lorsque la stabilisation serait confirmée ». Dans trois mois, dans six mois ?...

L'efficacité de ce blocage des prix à la production (complété par quelques taxations au détail) sera en tout cas plus grande sur l'indice du coût de la vie que sur l'ensemble des prix eux-mêmes ; les divers « tripataillages » d'indice, auxquels nous faisons allusion d'autre part, renforceront en effet, dans les 179 articles, l'incidence du blocage. On peut donc s'attendre que l'indice officiel des prix — sur lequel est indexé le S.M.I.G. — baisse dans les trois prochains mois, ou en tout cas reste stable. Cela différera d'autant le relèvement du S.M.I.G. (que tout le monde prévoyait pour décembre) et, de proche en proche, celui des bas salaires. Les petits salariés verront donc consolidée l'amputation de leur pouvoir d'achat des derniers mois.

## Beaucoup de mesures d'efficacité lente ou douteuse

Second groupe de mesures : celles dont l'efficacité économique sera lente



Cette fois, le bœuf est encore dans le coup, mais plus cela va et plus on a du mal à le suivre...

ou douteuse. Ce sont les plus nombreuses :

★ La baisse des droits de douane (de 15 à 20 %) sur quelque 300 articles vise à stimuler l'importation de produits étrangers meilleur marché ; mais l'expérience montre, depuis la mise en vigueur du Marché commun, que des baisses de 60 % des droits de douane n'ont pas fait fléchir les prix des produits industriels ou alimentaires, les articles étrangers moins chers étant finalement vendus à un prix voisin des produits français concurrents (pour le seul profit des importateurs et des commerçants qui

mettent la différence dans leur poche).

Cette fois, les marges commerciales de ces intermédiaires sont en principe bloquées ; il serait imprudent, pourtant, de s'attendre à une baisse rapide ou importante.

★ Les restrictions de crédit sont trop faibles pour gêneront les industriels ; elles freineront la constitution de stocks et donneront un prétexte au patronat pour se montrer plus dur dans les négociations de salaires. Mais nous ne croyons pas qu'elles auront un effet général important sur l'expansion. Quant aux directives « sélectives » données aux banques, il n'y a guère de raison de penser qu'elles seront plus efficaces cette fois que les précédentes.

★ La limitation des ventes à crédit n'aura, elle aussi, que peu d'effet ; le versement de 5 % supplémentaire au comptant pour les achats d'automobiles est compensé pour moitié par la réduction des prix des voitures populaires. Quant aux appareils de T.V., le relèvement du versement au comptant semble trop faible pour décourager beaucoup la demande.

★ La libération anticipée de 40.000 soldats n'apportera, sur le marché de l'emploi, que 0,2 % de main-d'œuvre supplémentaire. Personne ne pense sérieusement que cela suffise à créer un chômage subit, alors que l'an dernier l'économie française a absorbé

— l'emprunt d'Etat de deux milliards : les détenteurs de capitaux trouveront là, comme d'habitude, l'occasion d'une bonne affaire et d'une exonération d'impôt ; mais leur souscription à l'emprunt ne fera pas baisser le prix de la viande ou du lait ;

— l'annonce d'un « remembrement commercial » vaut certes mieux que rien ; mais ce n'est pour l'instant qu'une annonce, semblable à tous les discours qui se succèdent depuis quinze ans sur la nécessaire réforme des circuits de distribution ;

— la promesse que 365.000 logements seront bâtis l'an prochain ne change rien au problème de la cherté scandaleuse des terrains à bâtir et à l'insuffisance de l'I.L.M. Déjà, en 1959, le ministre Lemaire (U.N.R.), comme par hasard) annonçait que la crise du logement serait terminée dans les cinq ans... ;

— enfin les baisses symboliques sur l'essence, la gauloise et les autos ne font que revenir — partiellement — sur des hausses antérieures qu'il aurait été facile d'éviter. Ce serait bien la première fois que des contradictions d'attitude seraient considérées comme un trait de génie...

## Stabilité probable pour quelques mois

Que conclure, finalement, sur l'efficacité probable des mesures gouvernementales ? Sûrement pas qu'elles seront totalement inefficaces.

Il est à peu près certain qu'elles permettront au Pouvoir de « tenir » les prix (et encore mieux les indices) pendant quelques mois, donc de différer le relèvement des bas salaires et d'ajourner le « rendez-vous » donné pour l'automne aux trois millions de salariés de l'Etat. Il est probable également que la stabilité retrouvée — très provisoirement — appuiera une opération politique tendant à redorer le blason gaulliste assez défraîchi (élection présidentielle anticipée ou référendum sur une réforme du Conseil économique).

Mais, de même qu'on aurait tort de nier l'effet économique — limité mais probable — du plan gouvernemental, il serait dangereux d'en majorer à l'inverse la portée. En l'assimilant au plan Pinay-Rueff de décembre 1958, par exemple.

Celui-ci avait fait tomber à 2 % (au lieu de 6 %) l'augmentation annuelle de la production, et à 1,9 % (soit moins de 1 % par tête) la progression de la consommation nationale, jusqu'alors de 6 % par an (5 % par tête). Mais il avait eu recours à des mesures massives et nombreuses qui ne sont pas utilisées cette fois-ci : dévaluation de 17,5 % ; hausse importante (11 à 25 %) des tarifs publics, réduction massive des subventions agricoles (provoquant une hausse des prix alimentaires), relèvement de divers impôts sur la consommation (majorant encore le coût de la vie), liberté rendue aux prix du secteur privé et, par-dessus le marché, relâchement des commandes publiques... L'effet fut rapide et important : expansion « cassée », investissements stoppés, hausse

Un numéro triple (27 à 29) des CAHIERS DU CES vient de sortir : « Une politique des revenus est-elle possible et souhaitable ? », débat entre G. Mathieu, E. Mandel, M. Ganin et A. Sauvy, sous la présidence de M. Bridier. Paiement à la commande, 3 F l'ex. « TRIBUNE SOCIALISTE », C.C.P. 5826-65 Paris.

## Le cortège des coups pour rien

Dernière partie du plan : les mesures inefficaces. Sans les citer toutes, notons :

— la réglementation nouvelle des marchés publics : c'est la dixième du genre qui intervient sans que cela change jamais grand-chose ;

— la taxation des plus-values foncières : on crée une taxe de 24 % au maximum (niveau forfaitaire de l'impôt sur le revenu applicable à ces plus-values), mais on annule simultanément la taxe analogue de... 25 % qui était en vigueur depuis deux ans !

## LA PAGE « JEUNESSE » paraîtra le jeudi

3 octobre. Les correspondants de T.S. qui devaient fournir des articles sont priés de les adresser le 26 au plus tard à la rédaction. Les camarades qui souhaitent communiquer des informations sont également priés de respecter cette date.

# OU NE SERA QU'UN FEU DE PAILLE

moyenne des prix de 6% dans l'année... et, grâce à tout cela, redressement du commerce extérieur et de la balance des paiements.

Peu de chose à voir, assurément, avec le plan actuel. C'est d'ailleurs pourquoi on peut penser que le nouveau plan n'aura pas, contre l'inflation, l'efficacité du précédent.

Le refus du dirigisme économique et des réformes profondes de structures (qui sont les mécanismes socialistes de lutte contre l'inflation), joint au refus des méthodes brutales et injustes (mais efficaces) du libéralisme économique à la Pinay, condamnent le plan actuel à n'être qu'un feu de paille : dans quelques mois, les hausses reprendront, aucune des causes profondes de l'inflation (excédents anormaux de la balance des paiements, dépenses improductives de l'Etat, revenus excessifs et parasitaires des classes privilégiées de la nation, structures de distribution anachroniques, pratiques patronales de cartels ou d'ententes...) n'étant supprimée. Les experts officiels prévoient d'ailleurs la reprise des hausses dans trois à six mois.

Différent du plan Pinay-Rueff de 1958, le plan actuel lui ressemble pourtant sur deux points importants :

— d'abord son inspiration libérale fondamentale : on fait confiance au « jeu du marché » pour rétablir l'équilibre perturbé par l'inflation (on le fait évidemment moins cette fois, puisqu'on bloque les prix à la production) ;

— il entrainera lui aussi des injustices flagrantes entre les classes de la société ; en 1958 ce furent les petits salariés, les agriculteurs, les vieux et les familles qui firent les frais de l'opération : chômage, réduction d'horaire, hausse des prix, baisse du pouvoir d'achat des prestations familiales et des retraites... Si la consommation par tête s'accrut en moyenne de 1% en 1959, celle des familles populaires baissa souvent de 10 à 20%, et celle des agriculteurs de 5% environ.

## De scandaleuses injustices

Cette fois, à qui le gouvernement veut-il faire payer la casse ? A peu près aux mêmes — on est un gouvernement de classe ou on ne l'est pas ! — mais pas de la même façon.

Pompidou et Giscard d'Estaing ont certes affirmé que leur plan demandait des sacrifices à tous et que, « sans le concours de tous, il était voué à l'échec ». Mais il ne faut pas se payer de mots. Les mesures prises pour accrédi-ter l'idée d'un effort réparti entre tous ne constituent, selon le mot excellent de Krasucki, secrétaire de la C.G.T., que de « fausses fenêtres » peintes sur l'édifice pour faire croire à sa symétrie.

En réalité, la taxation des plus-values foncières est annulée par la suppression de la taxe antérieure analogue (de 25%) ; la baisse du prix des gauloises, du bifteck et des autres compense à peine les hausses récentes intervenues sur ces produits ; la taxe supplémentaire sur le P.M.U. reste symbolique ; le maintien du demi-décime d'impôt sur les très hauts revenus (plus de 415.000 anciens francs par mois !) aura moins d'effet que n'en aurait eu une répression réelle des fraudes fiscales des titulaires de ces revenus... Il ne s'agit là que de feintes, destinées à mystifier l'opinion.

Les hauts profits, eux, ne sont pas limités ; ils pourront même encore augmenter si les patrons tournent rapidement le contrôle des prix à la production ou s'ils se servent du plan gouvernemental pour s'opposer plus fermement aux hausses de salaires. Les marges commerciales ne sont ni réduites ni bloquées ; il est même promis aux bouchers qu'ils pourront continuer à vendre le bifteck à 12,95 F le kilo lorsque les cours du bœuf à la production se seront effondrés, après la livraison aux abattoirs des bêtes demeurées tard, cette année, dans les herbages. Rien n'est décidé d'immédiat pour réduire le nombre — ou les profits — des intermédiaires de la distribution, qui renchérisent

anormalement les prix des fruits et légumes.

Rien non plus n'est fait contre les professions libérales qui exploitent à gogo la clientèle (le cas de nombreux médecins est un peu à part, grâce à la Sécurité sociale). Rien n'est fait contre les plus-values boursières, contre les intérêts usuraires que prennent les notaires sur les sommes qu'ils prêtent ; contre les profits de l'hôtellerie et des commerces de luxe ; contre les traitements excessifs des officiers (qui sont au contraire augmentés) ; contre les profits des banques privées, des sociétés immobilières, des industries privées qu'enrichissent les crédits publics de la force de frappe...

Tous ces nantis, tous ces profiteurs de la société capitaliste française, dont les revenus — et le capital — se sont formidablement accrus depuis le gaullisme, voient leur situation consolidée.

## Ceux qui paieront la casse

En revanche, ceux dont le niveau de vie est menacé (ou, en tout cas, dont le pouvoir d'achat augmentera moins vite que celui des autres Français) appartiennent aux cinq catégories suivantes :

★ Les « smigards » et, d'une façon plus générale, les petits salariés, dont le revenu non seulement ne suivra pas les salaires des catégories plus qualifiées, mais encore ne suivra même pas le coût de la vie, puisque la manipulation de l'indice des 179 articles bloquera leur salaire, alors que les prix ont fortement monté ces derniers mois. Ainsi s'aggraverait l'injustice dont ont été victimes les « smigards » ces dernières années (leur pouvoir d'achat n'a guère varié alors que celui des cadres a augmenté de 22% en cinq ans).

★ Les salariés du secteur public et semi-public : l'Etat, pour « donner l'exemple » au patronat privé, viole les promesses faites en avril et refuse de majorer de plus de 3% en 1963 et de 3% en 1964 (en plus du « rattrapage ») les salaires du secteur public et semi-public. « Il n'y aura pas de « collectif » budgétaire l'an prochain », a déclaré Giscard d'Estaing. Cela si-

d'achat du père de famille moyen avait augmenté moitié moins vite que celui du célibataire de même qualification. Cela continuera. Quant aux vieux, leur misère est trop criante pour qu'il soit besoin d'insister.

★ Certains agriculteurs, enfin, vont être les victimes du plan : ceux dont la mauvaise récolte n'a pas été compensée par un relèvement substantiel de prix (essentiellement les producteurs de céréales et les vigneron). La récolte de blé, notamment, sera inférieure du tiers à celle de l'an passé (de moitié, même, dans la partie pauvre, précisément, de la France agricole : Centre et Midi) ; les exploitants ont demandé une hausse des prix de 7%, que le gouvernement refuse actuellement. Quant au vin, si la récolte s'annonce moyenne, le prix est bas, en raison des stocks abondants ; et le revenu des vignerons est loin d'avoir suivi la hausse du coût de la vie cette année ; le gouvernement refuse pourtant d'intervenir (pour le lait et la viande, le revenu agricole a progressé, grâce à une hausse de la production ou des prix).

## Notre quadruple tâche

Telle est, sommairement résumée, l'incidence probable du plan gouvernemental, du double point de vue de son efficacité économique et de ses conséquences sociales. Qu'allons-nous dire, qu'allons-nous faire ?

1° Dénoncer la mystification gaulliste qui tente de faire passer les loups pour des bergers : ce n'est pas la IV<sup>e</sup> République ni la future VI<sup>e</sup> qui sont responsables de la hausse formidable des prix depuis cinq ans ; mais bien la V<sup>e</sup> gaulliste, dont le slogan était la stabilité !

2° Le plan actuel, s'il peut stabiliser les prix (et surtout les indices) pendant quelques mois, ne mettra pas fin à la hausse des prix, qui reprendra de plus belle, l'accalmie passée. Il nous faut donc empêcher les travailleurs de tomber dans le panneau, leur montrer que les causes de l'inflation ne sont pas supprimées, que le plan ne touche ni aux profits scandaleux, ni aux marges commerciales excessives, ni aux spéculateurs bour-

à s'en mettre plein les poches, elles qui possèdent déjà des revenus sans commune mesure avec ceux des classes populaires.

Nous devons donc dénoncer la nouvelle injustice qui se prépare et figurer parmi les meilleurs artisans de la lutte revendicative et politique contre elle. Ce n'est pas être contre la stabilité des prix que lutter pour obliger l'Etat à respecter ses promesses envers les salariés, à augmenter les prestations familiales et les retraites, à relever certains prix agricoles. C'est au contraire empêcher qu'une fausse stabilisation ne se fasse, une fois encore, sur le dos des exploités.

4° Enfin, au moment où le gaullisme manifeste une nouvelle fois son hypocrisie à l'égard des classes populaires, il nous faut œuvrer à ce que toute la gauche — syndicats, partis, autres groupements démocratiques — s'unisse pour dénoncer en commun la mystification, empêcher qu'elle ne pénalise les familles populaires, et définir en commun des remèdes durables à l'inflation qui lamine le pouvoir d'achat des travailleurs.

Telle est notre quadruple tâche. Elle constitue une application pratique de la ligne de « Front socialiste » suivie par le P.S.U.

M. Rungis.

## LE TRIPATOUILLAGÉ DE L'INDICE RECOMMENCE

10 des 179 articles voient leurs prix bloqués, 40 autres font l'objet de manipulations

Ce pouvoir « fort » a vu bien petitement sa faiblesse. Comme Pinay en 1952, comme Ramadier en 1957, le gouvernement gaulliste a recommencé à « tripatoouiller » l'indice des prix, pour ne pas avoir à relever le S.M.I.G.

Parmi les 179 articles de l'indice, sur lequel est indexé le salaire minimum, une cinquantaine au moins font l'objet de petites ou grandes manipulations, au titre du « plan de stabilisation des prix ». Une dizaine de prix sont en effet bloqués ou abaissés autoritairement ; une quarantaine d'autres sont touchés par l'arrêt d'abaissement des droits de douane.

● Sont bloqués les prix des côtes de mouton, de la poitrine de porc, du merlan, de la morue, des haricots secs, des loyers et des timbres (ces deux derniers ne devaient augmenter qu'au 1<sup>er</sup> janvier).

● Sont abaissés autoritairement le prix du bifteck (- 4,5 %) et celui de la gauloise (- 3,8 %).

● Enfin tentent d'être abaissés (par la réduction des droits de douane) une quarantaine d'autres produits inscrits dans l'indice des 179 articles : œufs, pois, biscuits, cuisinières, poêles, fers à repasser, clous, buffets, matelas, sommiers, couvertures, casseroles, balais, moulins à légumes, vêtements, chaussures, serviettes, lames de rasoir, brosses à dents, bicyclettes, etc.

Si l'on cherche à chiffrer, on constate que :

— les produits dont le prix est bloqué représentent 6,7 % de l'indice ;

— les articles abaissés en constituent 2,6 autres pour cent ;

— les produits sur lesquels les droits de douane sont réduits représentent 25,4 % de l'indice.

C'est donc, au total, plus du tiers de l'indice (36,4 %) qui est manipulé à l'occasion du plan gouvernemental. Ce n'est pas terminé, d'ailleurs, puisque la campagne du fameux « 100.000 points de vente » portera principalement sur les articles figurant dans l'indice : textiles, appareils ménagers, chaussures... Les conversations entre le cabinet de Giscard d'Estaing et les dirigeants des grandes chaînes commerciales ne laissent aucun doute à ce sujet.

Il est certain, dans ces conditions, que l'indice des 179 articles restera stable ou même baissera pendant quelques mois. L'indice, oui ; mais les prix des milliers de produits qui consomment effectivement les familles populaires ?

C'est là qu'est le truquage gouvernemental. Comme en 1952, comme en 1957, on essaie de faire croire à l'opinion que l'ensemble du coût de la vie est stable, parce que l'indice des prix l'est. La supercherie est, heureusement, trop évidente pour pouvoir encore tromper bien des gens. Les militants sauront, en tout cas, la dénoncer.

## LES FAITS ACCUSENT :

5 ans de gaullisme, 26 p. cent de hausse des prix !

	Prix en anciens francs :		Hausse intervenue sous le régime gaulliste
	Mai 1958	Août-sept. 1963	
Plate-côte .....	360	455	26,5 %
Bifteck .....	1.038	1.357	30,7 %
Mouton (côte) .....	1.196	1.733	44,5 %
Beurre (motte) .....	739	992	34 %
Œufs .....	20,4	30,3	49,5 %
Camembert .....	130	185	42,3 %
Pommes de terre .....	36	23,4	-35 %
Bananes .....	200	228	14 %
Oranges .....	170	214	25,9 %
Pommes .....	274	231	-16 %
Vin (10°) .....	108,5	127	17 %
Huile (arachide) .....	263	292	11 %
Margarine .....	293	328	11,9 %
Café grillé (kg) .....	1.036	1.007	-2,6 %
Chocolat à croquer (kg) .....	486	532	9,6 %
Sucre raffiné (kg) .....	106,6	132	25 %
Charbon (boulet), les 100 kg .....	1.328	1.605	20,5 %
Electricité, le kWh (1 <sup>re</sup> tranche Paris) .....	29,5	35,3	19,5 %
Essence .....	92	98	6,5 %
Indice général des prix de détail (Paris) .....	118,9	150 (Juillet)	26,1 %

gnifie que les salariés de l'Etat — si le plan est respecté — prendront 5 à 6% de retard cette année sur les salaires du secteur privé, et à peine moins de retard supplémentaire l'an prochain. Le « rattrapage » obtenu en avril par la grève des mineurs sera donc à reconquérir.

★ Les familles et les vieux : on connaît encore mal les intentions du Pouvoir à leur égard, mais il semble certain que leurs revenus (prestations familiales et retraites) augmenteront moins vite — pour des raisons budgétaires — que le revenu national. Une étude officielle récente a pourtant montré qu'en douze ans le pouvoir

siers, ni aux bénéfices bancaires, ni aux dépenses improductives de l'Etat, en particulier les 2.000 milliards (d'anciens francs) de dépenses militaires.

Les crédits de la « force de frappe » augmentent même, pour dépasser cette fois 500 milliards. Si de Gaulle veut faire des économies, qu'il s'en prenne à sa bombe H et pas aux salariés de l'Etat.

3° Il n'y a aucune raison, en effet, pour que les travailleurs de l'Etat, les petits salariés, les familles et certains agriculteurs fassent les frais d'une stabilisation — même provisoire — des prix, alors que les classes privilégiées de la nation continuent

# Le dossier du Congrès National

## APPEL DU PARTI

Malgré les promesses gouvernementales, les salariés constatent :

### LA DEGRADATION DE LEUR POUVOIR D'ACHAT

Les dernières mesures prises par le régime si, par certains points, elles masquent quelques difficultés, ne peuvent empêcher la situation des salariés de s'aggraver.

C'est en se préparant à une lutte revendicative de grande ampleur, menée dans l'unité d'action la plus complète que les travailleurs pourront :

— s'opposer aux dépenses improductives du régime telles que la force de frappe ;

— se battre pour des revendications et pour leur nécessaire complément : les réformes de structure anticapitalistes qui, seules, permettront d'améliorer durablement la situation des salariés.

Telle est la position du P.S.U.

## Questionnaire sur l'orientation et le fonctionnement du Parti

Ce questionnaire est adressé à toutes les sections du Parti par la Commission de préparation du Congrès

### L'ORIENTATION

#### I. — FIXATION DES OBJECTIFS PRIORITAIRES POUR LE PARTI DANS LA PERIODE PRESENTE

1) Nous demandons aux courants d'expliquer les raisons, analyses ou perspectives, qui les ont amenés à choisir leur objectifs prioritaires.

2) A titre indicatif : les points suivants mériteraient d'être pris en considération :

- conditions de vie des travailleurs ;
- lutte pour la paix ;
- défense et reconquête des libertés.

Il s'agit évidemment de trois rubriques, et non d'une liste limitative, l'ordre donné ne reflétant pas ici une hiérarchie d'importance.

#### II. — DEFINITION DE NOTRE STRATEGIE D'UNITE, DES ALLIANCES A REALISER DANS LA PERSPECTIVE DE FRONT SOCIALISTE ET DES RAPPORTS ENTRE LE PARTI ET LES SYNDICATS

1) *Le Front socialiste*

- définition des bases sociales de ce rassemblement ;
- but assigné au Front ;
- La stratégie d'ensemble et sa tactique.

2) *Rôle du P.S.U.*

Pour atteindre les objectifs définis par le Parti dans les circonstances présentes, et compte tenu de la poussée unitaire, quels moyens devons-nous employer pour faire avancer le renouveau socialiste ?

3) *Alliances prioritaires* (critère et limite) :

Le Parti sera amené à prendre un certain nombre d'initiatives envers les autres formations de gauche. Quels sont les critères qui vous paraissent devoir orienter, et éventuellement limiter, le choix de nos partenaires ?

4) *Rapports parti-syndicats* :

- Conditions de la réunification syndicale dans cette perspective :
- rôle des partis et syndicats ;
- rapports entre P.S.U. et syndicats ;
- rapports entre P.S.U. et ses propres syndicalistes.

5) *La stratégie d'unité* :

- comment reprendre l'initiative ?
- actions et discussions susceptibles de faire progresser l'idée de l'alternative socialiste.
- Cadre et méthodes.

### METHODE D'ACTION ET FONCTIONNEMENT DU PARTI

Le P.S.U. n'a pas réussi jusqu'ici à s'implanter largement.

1) Quelle part pensez-vous qu'il en incombe aux problèmes d'organisation et de structure ?

2) Si les méthodes et structures sont en jeu, comment pensez-vous qu'elles doivent être modifiées, et en fonction de quelle conception du Parti ?

#### SECTION

3) Le Congrès de Clichy avait souhaité que la section locale ou d'entreprise se subdivise en groupes de travail spécialisés.

Ces groupes doivent être

- des groupes de quartiers ou d'entreprises (ou d'ateliers pour les sections d'entreprises) ?
- des groupes spécialisés en fonction d'un travail ?
- des groupes professionnels ?

Les divers groupes énumérés ci-dessus peuvent-ils, politiquement, se substituer à la section ?

Sur la base de votre expérience, pouvez-vous dire comment on peut développer ces groupes de travail et d'activité ?

4) Des formes d'organisation particulières doivent-elles être envisagées pour les différentes catégories sociales qui touchent le P.S.U. (et si oui, lesquelles ?)

5) Quelle critique faites-vous, du point de vue constructif, des méthodes de travail de la section ?

6) Quelle critique faites-vous, d'un point de vue constructif, de la coordination du travail des sections par la Fédération ?

7) Le problème de la régionalisation a été posé.

a) Pensez-vous qu'elle soit nécessaire ?

b) Si oui, doit-elle se limiter à quelques domaines :

- propagande ;
- formation ;
- organisation.

ou doit-elle être politique ?

8) Quelle critique faites-vous, d'un point de vue constructif :

- des structures,
- du fonctionnement,
- des organismes nationaux :

— au niveau du C.P.N.

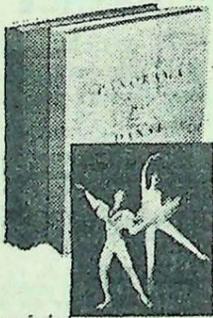
— au niveau du Bureau national ?

9) La démocratisation du Parti suppose-t-elle l'existence de tendances ?

Si oui, quelles doivent en être les limites ?

« TRIBUNE SOCIALISTE » VOUS OFFRE

moins chers que d'occasion quelques exemplaires neufs de magnifiques ouvrages presque épuisés avec faculté de retour

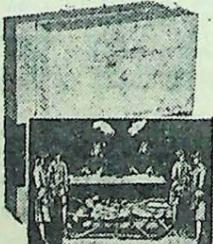


### PANORAMA DE LA DANSE

par Serge Lido, Préface de Jean Cocteau

Jamais n'a été élevé à la gloire du Ballet un monument aussi riche que ce Panorama de la Danse qui réunit en 2 volumes 24x31 reliés pleine toile les numéros rarissimes d'une somptueuse revue et donne, sur 848 pages, 767 pages (1) de magnifiques photos en noir et en couleurs, ou la grâce aérienne des corps sans défauts composés de ravissantes architectures. Une documentation unique sur le Ballet contemporain et un splendide livre d'art.

Les 2 vol. reliés 84 F au lieu de 156 F



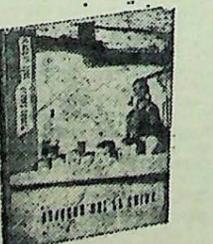
### HISTOIRE DE LA MAGISTRATURE

par Marcel Rousselet

Premier Président de la Cour d'Appel de Paris

Les Institutions, les usages, les événements et les grandes figures qui ont jalonné mille ans de vie judiciaire française, présentés en 2 magnifiques volumes 22x28 1/2 (plus de 1 000 pages - 232 documents en noir - 8 pages couleurs) - Un ouvrage de fond pour toutes les bibliothèques.

Les 2 volumes brochés 48 F au lieu de 175 F (reliés)

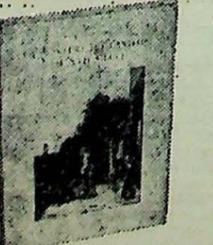


### AUJOURD'HUI LA CHINE

par Pierre Gascar (préface de Claude Roy)

La Chine Communiste, ce mystérieux pays aux 600.000.000 de visages, pose à la plupart d'entre nous, une inquiétante énigme. Voici enfin un livre qui soulève le voile et nous en restitue (grâce à de splendides photos prises sur le vif et des textes éblouissants) un portrait vivant, direct, familier. Un passionnant document qui est aussi : un véritable album d'art (142 documents en noir, 9 pages en couleurs), couverture laquée rigide en couleurs.

19,50 F au lieu de 40 F



### LA PEINTURE HOLLANDAISE AU XVIIe SIECLE

par E. Huttinger

Un somptueux album d'art qui vous convie à une véritable redécouverte du "siècle d'or" de la peinture flamande. Un chef-d'œuvre de l'impression suisse. 72 documents en noir - 24 pages en couleurs - 173 pages format 22x30 sous couverture rigide et laquée en couleurs.

29 F au lieu de 46 F

**BON** à adresser à la librairie Pilote 30 rue de Grenelle, Paris-5<sup>e</sup>

Veuillez m'envoyer les ouvrages suivants .....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

Service littéraire « Tribune socialiste »

« DIRECTIVES SPECIAL CONGRES », 1<sup>er</sup> dossier congrès, disponible, 54, bd Garibaldi, Paris (15<sup>e</sup>). Joindre 2 F par exemplaire à la commande (C.C.P. 5826-65 Paris). (Tous les exemplaires à titre gratuit ont déjà été expédiés.)

A l'ordre du jour du Congrès, les ELEMENTS DU PROGRAMME discutés au Conseil National de juillet 1962. Ces textes sont contenus dans le numéro triple (21-22-23) du COURRIER DU P.S.U. Paiement à la commande : 1,50 F l'ex. C.C.P. 5826-65 « TRIBUNE SOCIALISTE », PARIS.

# des 9, 10 et 11 Novembre

## Les décisions du C.P.N. des 14 et 15 Septembre

### MOTION VOTÉE SUR LE TRAITE DE MOSCOU

acceptée par 22 voix contre 5  
et 1 abstention

Le P.S.U. considère comme un acte positif la signature de l'accord sur l'arrêt partiel des expériences nucléaires qui diminue les dangers que faisaient courir à l'humanité les retombées nucléaires radioactives et qui renforce les tendances déjà existantes à une détente internationale.

Il tient cependant à souligner que la défense de la paix ne peut reposer sur le surarmement des deux grands et dépendre des seuls contacts qui peuvent être pris entre Washington et Moscou. Tous les peuples ont leur rôle à jouer et notamment le peuple français dont le gouvernement construit une inutile et dangereuse « force de frappe ».

L'expérience de l'après-guerre a démontré la fragilité du système des zones d'influence résultant d'un compromis entre les deux plus grandes puissances du monde.

Elle a démontré également l'impossibilité de fonder la paix sur le maintien du statu quo politique et social, c'est-à-dire sur une stratégie qui s'oppose à la nécessaire évolution des peuples.

C'est pourquoi le P.S.U. ne sépare pas l'appui qui doit être donné à toutes les mesures effectives de désarmement, du développement des initiatives tendant à la liquidation de la politique des blocs militaires.

La condamnation de la politique gaulliste vient de ce qu'elle s'oppose à la fois à un désarmement réel et à un véritable désengagement.

Il faut avant tout exiger son abandon et, en premier lieu, la suppression des préparatifs de nouvelles explosions nucléaires envisagées par le gouvernement gaulliste et la ratification par la France de l'accord de Moscou.

A l'incapacité du gouvernement gaulliste de formuler une véritable politique de paix et de désarmement, les organisations populaires doivent imposer une politique de désarmement atomique général, incluant l'arrêt de toutes les fabrications militaires atomiques et la destruction des stocks nucléaires existants. Le P.S.U. souhaite que des contacts soient pris avec les organisations ouvrières européennes afin d'élaborer une stratégie commune fondée sur le désengagement et le désarmement nucléaires.

### Elections cantonales dans le Lot-et-Garonne

### Le P.S.U. en tête des partis de gauche

Contre le candidat de la droite, l'ancien préfet Roullies, U.N.R. sans l'être, tout en l'étant et bénéficiant du soutien de plusieurs maires radicaux en désaccord avec leur parti, les partis de gauche (P.C., S.F.I.O., Parti radical) ont fait bloc sur la candidature du P.S.U. Desmeroux.

Battu par 979 voix contre 877, le candidat P.S.U. ralliant les voix républicaines du canton montre que, là où il se bat, notre Parti assure son avenir.

### Matériel de propagande disponible :

- Bandeaux « unité syndicale » : 0,06 l'ex.
- Affiche « Force de frappe », 0,10 l'ex.
- Affiche « Paupert », 0,10 l'ex.
- Papillons « Paupert », 1,00 F le cent.

Paiement à la commande à  
« TRIBUNE SOCIALISTE »,  
C.C.P. 5826-65 Paris.

### MOTION VOTÉE A L'UNANIMITÉ SUR LES PROBLÈMES ECONOMIQUES ET SOCIAUX

Le P.S.U. constate que les mesures prises par le gouvernement tendent à consacrer la dégradation du pouvoir d'achat qui s'est produite, malgré les promesses sociales des gouvernements, au cours de ces derniers mois.

Il constate également que le gouvernement a complètement laissé dans l'ombre certaines causes de l'inflation (en particulier l'enrichissement rapide des couches parasitaires) et cherche simplement à combattre les effets les plus gênants pour les capitalistes. En fait, en prenant des mesures de restriction du crédit et en réduisant les dépenses budgétaires civiles selon les règles de l'orthodoxie financière capitaliste le gouvernement envisage comme seul remède à l'inflation le ralentissement du taux de croissance et une relative stagnation des forces productives. Les difficultés qu'éprouveront à plus ou moins long terme nombre d'entreprises dans leur trésorerie ou leur programme d'investissement auront des répercussions directes sur le niveau de vie des travailleurs en rendant plus difficile leur lutte pour l'augmentation des salaires et en créant les conditions d'un chômage partiel et de mesures de déclassement, moyens de création d'une réserve de main-d'œuvre non utilisée, pesant sur les salaires.

C'est pourquoi le P.S.U. estime que les salariés doivent maintenant se préparer à des actions revendicatives de grande ampleur ayant pour objectif minimum l'annulation du nouvel écart entre les prix et les salaires.

Le P.S.U. pense que ces luttes doivent se dérouler sous le signe de l'unité d'action la plus complète. Il souhaite que les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière entreprennent dans le même temps une grande campagne d'explications en direction de l'ensemble de la population.

Cette campagne doit mettre en lumière :

— l'augmentation constante des profits au cours des dernières années ;

— l'ampleur des marges bénéficiaires perçues par les intermédiaires dans la distribution des produits ;

— Le dépeuplement de la spéculation sur les terrains à bâtir et son maintien malgré les déclarations gouvernementales ;

— l'augmentation des plus-values boursières ;

— l'insuffisance des crédits attribués à l'enseignement, en particulier à l'enseignement technique et à la formation professionnelle ;

— Enfin, le poids énorme des dépenses militaires et en particulier des dépenses consacrées à la force de frappe.

Des contacts doivent être pris à tous les échelons entre les organisations populaires afin de parvenir à une même formulation de ces différents points et de dégager si possible un certain nombre d'objectifs communs tels que l'attribution de pouvoirs de contrôle aux comités d'entreprise, l'augmentation des crédits de l'enseignement, la municipalisation du sol et l'abandon de la force de frappe. Ces contacts devraient avoir également pour but de poser les jalons d'un programme de lutte anticapitaliste comprenant en particulier la nationalisation effective du crédit et des grands monopoles dominant l'économie française.

C'est, en effet, seulement par des réformes de structure anticapitalistes, c'est-à-dire qui modifient radicalement les structures du pouvoir économique politique, que peut être brisé l'enchaînement de l'inflation de la baisse d'activité économique, puis de la réduction de l'emploi, engendré par une économie soumise à la loi du profit.

### ● Motion minoritaire sur le traité de Moscou

L'accord de Moscou tra-

duit :  
1) La recherche commune, par Moscou et Washington, d'un nouvel accord planétaire visant, dans le cadre de l'actuel équilibre des forces, à maintenir le « statu quo » politique et social.

2) Le besoin, commun aux deux gouvernements, de faire des concessions à la volonté de paix des masses populaires tout en consolidant leur monopole atomique et leur prépondérance militaire.

3) Leur volonté de faire face aux forces centrifuges qui menacent leurs positions, chacun dans sa zone d'influence.

Le P.S.U. enregistre cet épisode de la détente internationale sans partager l'illusion qu'il représente une réponse valable à la menace de destruction massive par l'arme nucléaire.

Il estime que le mouvement populaire contre l'armement nucléaire doit se garder de s'aligner sur les accords signés entre Etats et revendiquer la démilitarisation et le désarmement général avec destruction des stocks nucléaires.

A l'égard de la campagne engagée pour la signature de résolutions approuvant les accords de Moscou, le P.S.U. rappelle que le mouvement socialiste n'a pas pour fonction d'apporter sa caution morale et idéologique aux accords diplomatiques entre grandes puissances.

En effet, même si conjonctuellement une telle campagne peut sembler fournir un terrain de dénonciation de la politique nucléaire du gaullisme, cette activité a toutes chances d'être un frein à la lutte des classes et de devenir une arme de collaboration des classes.

Les militants du P. S. U. se garderont donc de s'aligner sur la campagne de signatures en faveur de l'accord de Moscou dans le cadre de la ligue contre la force de frappe atomique, le P.S.U. rejetant l'idée de la garantie de la paix mondiale par le surarmement des deux grandes puissances, proposera des thèmes d'une campagne pour la démilitarisation et la destruction des stocks atomiques.

VIALLETEL, villa J.-Jaurès,  
19, rue Rossignol, THION-  
VILLE (Moselle), édite des  
enveloppes « Halte aux es-  
sais nucléaires de tous les  
pays ». Franco : 10 F les 550.  
Echantillons contre 0,40 F.

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
.....  
.....

déclare vouloir adhérer au  
Parti Socialiste Unifié et de-  
mande à être mis en contact  
avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège  
du P. S. U., 8, rue Henner,  
Paris (9<sup>e</sup>)).

### ● Motion sur la collusion des polices gaulliste et franquist votée à l'unanimité

Le P.S.U. s'indigne des poursuites intentées contre les anarchistes espagnols réfugiés en France et du maintien en détention d'un grand nombre d'entre eux.

Dénonce cette collusion du régime gaulliste avec le régime dictatorial de Franco au moment où le peuple espagnol et spécialement sa classe ouvrière (1) et sa jeunesse étudiante multiplient les actions de toute nature pour renverser le franquisme.

Le P.S.U. appelle l'opinion démocratique et l'ensemble des travailleurs et républicains français à la plus grande solidarité avec tous les résistants espagnols dans leur lutte émancipatrice.

Constata que pour la première fois depuis le régime de Pétain, on assiste à une collaboration des polices de Franco et de l'Etat français.

(1) Au premier rang desquels les courageux mineurs des Asturies.

## Cinéma

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin  
ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 18 au 24 septembre

## LE FANFARON

En version originale

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre  
PRO. 63-40

Semaine du 18 au 24 septembre

## UNE SI LONGUE ABSENCE

avec Alida VALLI

Au même programme :

## NUIT DE BROUILLARD

d'Alain RESNAIS

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU  
PARTI SOCIALISTE UNIFIE

● Administration : ● Rédaction :  
54, bd Garibaldi 8, rue Henner  
Paris (XV<sup>e</sup>) Paris (IX<sup>e</sup>)  
Tél. : SUP 19-20 Tél. : PIG 65-21

● Publicité :  
Geneviève Mesgulche  
6, Avenue du Maine  
Paris-14<sup>e</sup>. Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication :  
Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.  
68-61, rue La Fayette  
Paris (9<sup>e</sup>)

## Georges Brassens à Bobino

**C**HANGEMENT de direction à Bobino : Pierre Guérin, maître de cérémonie au Lido, prend la place de Félix Vitry, ex-patron de la revue « La Discographie Française ». Dans l'immédiat cela ne change rien au style du music-hall de la rue de la Gaîté. Plus généralement l'on notera seulement, ici aussi, une concentration : les soirées de variétés à Paris sont dirigées par une poignée. Cela signifie donc que nous retrouverons aux quatre coins de Paris les mêmes noms.

Ce premier spectacle comporte un bon dosage de numéros « visuels » — entendez pour lesquels l'essentiel réside dans une démonstration visible plutôt qu'audible — : les « Pascalys », cyclistes virtuoses et comiques, Jacques Delord prestidigitateur subtil nouant et dénouant avec aisance des cordes disciplinées, Christian et Lannous, mimes volubiles (cela existe) assurant plaisamment la liaison avec la parole. Jacques Bodoin, imitateur parfois balourd semble en progrès. Côté chanson : Jacqueline Dulac fait dans le populaire. Larmes da-mou-re, sentiments élevés et bras en croix. Luc Romann puise son inspiration du côté du Néguev et raconte la fécondation de la terre promise. Fougue, intonations à la Mouloudji. Il lui manque la rigueur qui fera rejeter de ses chansons des à peu près et des clichés ressassés.

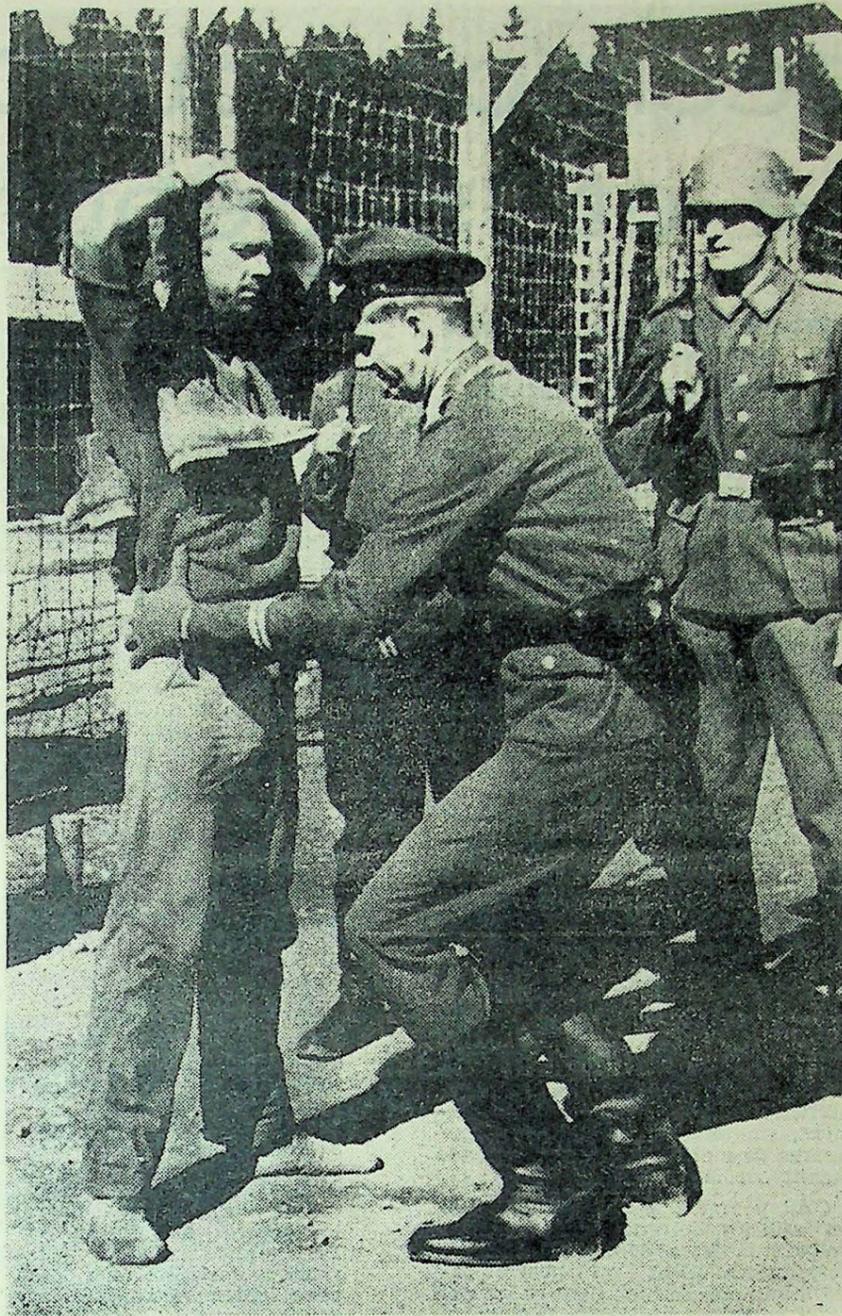
★

Et vient Brassens. Tour de chant proche de celui de l'Olympia, puisque la tradition veut que l'on passe de l'un à l'autre avec mêmes armes et bagages. Cela nous vaut « Les trompettes de la renommée », « Marquise », « Les amours d'antan », « La guerre de 14-18 ». Glissées ici et là les nouveautés : un subtil joueur de flûte, un amusant « Ma maîtresse », un inquietant « Saturne ». Encore une fois il faut constater l'exceptionnelle qualité de l'inspiration et cette quête de l'amitié, l'angoisse de la mort qui bornent le chemin de Brassens.

Jacques Copp.

# La grande évasion

de John Sturges.



Steve MAC QUEEN, vaincu, mais non désespéré...

SI vous ignorez — comme moi — les impératifs du code militaire, vous serez ravis d'apprendre, en allant voir « La Grande évasion », que le devoir de tout officier fait prisonnier « est de chercher à s'échapper coûte que coûte pour tenir autant que possible l'ennemi en haleine ». Mais je crois que vous serez surtout heureux d'assister à un beau spectacle superbement orchestré.

La vraisemblance n'a que faire dans cette gigantesque entreprise d'évasion collective, mais l'émotion y trouve son compte, tout comme l'exaltant besoin que tout un chacun éprouve, au moins une fois dans la vie, de briser les carcans qui l'enserrent. Je doute, en effet, que le film de Sturges donne au spectateur le désir de s'engager (ou de remplir) dans l'aviation ou le génie ; il leur donnera plutôt le goût du défi. Commencé sous le signe du jeu — avec un certain nombre d'atouts accordés aux plus faibles — le projet des 250 prisonniers alliés du stalag Luft North s'achève dans une haletante et déchirante chevauchée où la vie d'un homme compte moins que l'idée qu'il se fait de la vie.

Sturges, grand maître du western, a mis dans cette reconstitution guerrière tout ce qui fait la noblesse d'un genre où la force et l'intelligence sont d'abord au service de la liberté et de l'amitié. Vous aimerez ces visages d'hommes anxieux, graves, las, traqués, joyeux, fraternels et brisés ; mais jamais lâches et désespérés. Ces visages prennent ici les traits de comédiens éprouvés : Steve Mac Queen, James Garner, Charles Bronson, James Coburn, Hannes Messemer... Vous n'aurez guère le temps de vous ennuier en leur compagnie.

Jean-Jacques Vernon.

## Le Cinéma indépendant en Congrès

Lausanne s'est tenu, du 26 août au 1<sup>er</sup> septembre, le Congrès du Cinéma Indépendant. Organisé par la Cinémathèque Suisse et la revue *Premier Plan*, et coïncidant avec un stage de la Fédération Suisse des Ciné-Clubs, ce congrès fut fort instructif. On y discuta certes, parfois à l'aveugle ; mais les congressistes se souviendront surtout de la leçon de cinéma qu'il en tirèrent. Les trésors de la cinémathèque suisse sont importants ; et l'étude des premiers films soviétiques (*La Grève*, en version intégrale) ou allemands (version intégrale, pour la première fois, des *Trois pages d'un journal*, de Pabst, jusqu'ici toujours mutilé par diverses censures, et reconstitué par les paléologues de la Cinémathèque) permet de parler avec plus de sûreté de cet « âge d'or » du cinéma. Il y eut bien d'autres révélations — le film de Piscator, *La Révolte des pêcheurs* — et des documents étonnants : par exemple l'odieux *Juif Süß*, dont on parle souvent par oui-dire, mais qu'il faut étudier, ou les films de propagande antirouge de Vichy où des nazis suisses. On vit des images jamais vues de l'*Atalante* ; on vit un film japonais de 1930 ; on vit du cinéma polonais, mexicain...

L'écho de cette rencontre fructueuse fut certes affaibli par une coïncidence de date avec le Festival de Venise ; espérons que l'an prochain, cet écueil sera évité, et que la manifestation aura une résonance vraiment internationale. Peut-être un accord devra-t-il être trouvé avec le Festival de Poretta-Terme, qui en Italie poursuit des buts assez proches ?

P.-L. Th.

## Théâtre

## Dix ans de théâtre populaire

LA saison reprend son train, c'est-à-dire que les affiches nous annoncent, pour cette rentrée théâtrale, trois spectacles d'avant-garde, dix néo-classiques d'avant-garde courant, entendez comédies triangulaires.

Au Théâtre Montparnasse-Gaston-Baty, la Communauté théâtrale, société anonyme d'acteurs, présente déjà un spectacle fait de pièces en un acte (Jarry, Mirbeau, de Obaldia, Tardieu). Au Théâtre de l'Œuvre, J. M. Serreau a emprunté des transfuges de la troupe de comédiens noirs, « Les Griots » pour montrer « Les Bonnes » de Jean Genêt et un Ionesco à la sauvette.

Profitez de cet entracte pour signaler le 10<sup>e</sup> anniversaire de la revue « Théâtre Populaire ». Son numéro 50 rassemble des témoignages plus ou

moins favorables à une orientation de plus en plus précisée. (Des textes d'Audeheir, du Berliner Ensemble de Dasté, la Ligue de l'Enseignement, le Piccolo Teatro de Milan, de Piscator, Claude Roy, Jean Vilar).

L'éditorial retrace le chemin parcouru depuis le premier numéro. Il souligne les naïvetés de débutant et d'abord le « nivellement » des classes auquel dit-on, le théâtre parvient chaque soir, et dont T. P. se félicitait. Il relève le « coup de joudre », qui mènera au mariage de raison avec Brecht. Paris ignorait en 1954 la venue de la troupe allemande et rares furent ceux qui découvrirent alors « Mutter Courage ».

Sans doute est-ce par Brecht, grâce à Brecht que le Théâtre Populaire va clarifier ses perspectives. Et cette revue contradictoirement peu

lue (2 à 3.000 exemplaires) mais très entendue jouera désormais un rôle important. Mauvaise conscience des démagogues, elle aiguillonnera ces animateurs prompts aux compromis.

Dans son autobiographie, T. P. oublie un point : le chapitre « Association de spectateurs » (*Les Amis du Théâtre Populaire*). Il y avait pourtant là, dans un échec voulu, des leçons profitables aujourd'hui à trier.

Au « nivellement des catégories sociales » au théâtre politique, reflétant la lutte des classes, le chemin du « Théâtre Populaire » a gagné en conscience. Cela ne signifie pas qu'il soit plus aisé.

Ed. de l'Arche, 86, rue Bonaparte, Paris-6<sup>e</sup>.

E. Copferman.

## MUSIQUE

## Un plan d'esthétique

NE dites jamais : « Les goûts et les couleurs ne se discutent pas » pour la raison qu'au contraire, les goûts et les couleurs se discutent à longueur de journée, et ce dans tous les domaines.

Vous pourrez remplacer cette formule stupide par quelques autres telles que « Il en faut pour tous les goûts y compris et surtout pour le mauvais goût », ou encore : « Le bon goût est la chose la plus rare qui soit au monde, avoir mauvais goût, c'est encore très bien, ce qui est impardonnable, c'est de ne pas avoir de goût. »

Partant de là pour nous placer du point de vue musical, nous aurons quelques formules lapidaires telles que : « Il y a trois sortes de musique :

la bonne, la mauvaise et celle d'Ambroise Thomas », ou celle-ci, due à Chabrier, parlant d'un épigone de Wagner : « C'est la musique que c'est pas la peine. »

Mais, me direz-vous, comment reconnaître cette musique que c'est pas la peine ?

Il faut avouer que la réponse à cette question est difficile à donner. Il est possible de prouver qu'une musique est mal construite, que son harmonisation laisse à désirer, que son orchestration est pénible, mais il est impossible de démontrer qu'une mélodie est vulgaire. Schumann, dans ses « Conseils aux jeunes musiciens », dit : « La mélodie, tel est le cri de guerre ; bien sûr, il ne saurait y avoir de musique sans mélodie (1), mais

j'espère que vous serez rapidement dégoûté de ce que l'on nomme mélodie dans les opéras italiens. » Mes amis, vous voilà prévenus, et si vous aimez « Comme la plume au vent... » ou pour généraliser Mascagni, je vous vois mal partis.

Un seul remède : écouter de bons auteurs et trouver la mélodie même quand elle n'est pas aussi apparente que dans les cas que je viens de citer, vous pouvez vous y essayer avec :

Le disque de la quinzaine. — Concerto pour piano de Khatchatourian. Pièces pour piano de Rachmaninoff, Prokofiev, Scriabine, Balakirev. Bien que relativement ancien, c'est du point de vue gravure un très bon disque. La notice explicative est fort

bien faite, elle ne parle pas du soliste, Yuri Boukoff, qui « Prix M. Long » possède l'abattage nécessaire pour donner à ces pages le brillant indispensable sans tomber dans la grandiloquence. Vous aurez de plus l'occasion de faire connaissance avec l'un des deux grands musiciens vivants de l'U.R.S.S., Khatchatourian, l'autre étant Chostakovitch. Bruit de surface peu important. Disque « Philips » 00.517 L.

Vous l'aimerez, comme je l'aime, nous avons tous bon goût !

Pierre Bourgeois.

(1) C'est pourtant ce que l'on a fait et que l'on fait encore, et c'est parfois très bien. Parfois !